

Orléans, le 22 Février 2021

Migrants : Le silence des MOUTONS.

Afin de réduire la pression pesant sur l'Île-de-France et d'en finir avec les campements sauvages parisiens, le gouvernement a décidé de répartir les « migrants », dans l'ensemble des régions plutôt que de les expulser.

Ces mesures ont été présentées dans le « schéma national des demandeurs d'asile et d'intégration des réfugiés 2021-2023 » dont le dessein principal est de « désengorger la région parisienne ».

Rappelons qu'ils sont pour la plupart en situation irrégulière sur notre territoire, après y être entrés clandestinement.

Le groupe Rassemblement national a déposé un vœu lors de la dernière session pour demander que la Région s'y oppose. Il a été rejeté par l'ensemble de la gauche et le groupe UDC a refusé de le soutenir.

Mais nous n'avons pas l'intention d'abandonner.

En tant qu'élus régionaux il nous est actuellement impossible de connaître la situation détaillée par département afin d'estimer l'impact de cette mesure.

C'est pourquoi je me suis adressé aux 6 Préfets de notre région afin de connaître les véritables chiffres et aux 6 présidents de conseils départementaux afin de connaître le coût que représente cet accueil.

Cela nous semble indispensable afin que les habitants de la Région Centre-Val de Loire soient informés de la réalité de la situation et de ce qui les attend.

A ce jour je n'ai toujours pas obtenu la moindre réponse, c'est pourquoi nous avons choisi de rendre publique notre demande.

Michel CHASSIER
Conseiller régional de Loir et Cher
Président du groupe RN Centre-Val de Loire